



RAPPORT ANNUEL 2014

**L'agriculture, une
opportunité de
développement
dans les Amériques**

Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture



Rapport annuel 2014 de l'IICA

**Agriculture, possibilités de développement dans les
Amériques**

Mars, 2015

Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), 2015.



Le Rapport annuel 2014 de l'[IICA](#) est sous licence [Creative Commons Attribution-Compartir Igual 3.0 IGO](#).

Disponible en format PDF sur www.iica.int.

ISBN 978-92-9248-559-7

L'Institut encourage une utilisation juste de ce document. Il est demandé de ne le citer qu'à bon escient.

Table des matières

Message du directeur général	v
Résumé exécutif	vii
L'IICA en quelques mots	1
Principaux résultats de 2014	2
<i>Capacités entrepreneuriales des filières agricoles</i>	3
<i>Promotion de l'innovation pour l'agriculture et de l'utilisation efficace de l'eau</i>	5
<i>Santé animale et sécurité sanitaire des aliments</i>	10
<i>Adaptation de l'agriculture aux changements climatiques</i>	13
<i>Inclusion sociale des territoires</i>	15
<i>Promotion de l'agriculture familiale</i>	18
<i>Renforcement institutionnel de l'agriculture et de ses territoires</i>	20
<i>Participation efficace aux réunions internationales</i>	22
<i>Une agriculture fondée sur le savoir</i>	24
Gouvernance et réunions officielles	26
Principaux résultats de la gestion opérationnelle de l'IICA	28
<i>Gestion programmatique, budgétaire et de contrôle</i>	28
<i>Gestion financière</i>	29
<i>Gestion du talent humain</i>	31
<i>Gestion des services administratifs</i>	32
<i>Évaluation et suivi de la coopération technique</i>	32
Annexes	34
<i>Annexe 1 : Liste des projets du Fonds de participation de l'IICA pour la Coopération Technique (FonCT) exécutés en 2014</i>	34
<i>Annexe 2 : Profils et projets de coopération préparés par l'IICA en 2014</i>	36
<i>Annexe 3 : Produits du savoir de l'IICA</i>	37
<i>Annexe 4 : Nombre de boursiers en études de maîtrise et de doctorat dans des universités mexicaines dans le cadre du programme de 100 bourses IICA-CONACYT</i>	38
Acronymes	39

Message du Directeur général

Aujourd'hui, plus que jamais, l'agriculture est immergée dans un monde rempli d'opportunités. C'est la façon dont l'Institut interaméricain de Coopération pour l'Agriculture perçoit l'environnement international et les défis qu'aura à relever le continent américain à moyen terme, afin de tirer parti de ses capacités actuelles et potentielles pour alimenter plus de 9 milliards de personnes en 2050.

La sécurité alimentaire est un thème central de l'agenda des gouvernements. Ainsi, le secteur privé et les organismes internationaux se joignent à eux afin d'y répondre de la manière la plus efficace, grâce à un effort intégral, constant et articulé, qui permette d'accroître la compétitivité et la productivité de l'agriculture.

Si la grande question qui se pose actuellement tourne autour des capacités de la région pour que son agriculture, hétérogène et en constante évolution, soit plus productive, compétitive et durable afin de garantir la sécurité alimentaire, d'autres phénomènes internationaux ne peuvent passer inaperçus et exigent notre plus grande attention. Je tiens à souligner particulièrement ce qui suit :

- **L'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques.** La production d'aliments est de plus en plus entravée par les conditions climatiques extrêmes et par d'autres phénomènes naturels, qui vont du manque de ressources comme la terre et l'eau, jusqu'à l'incidence des ravageurs et des maladies de plus en plus virulents dans les cultures.
- **La migration des campagnes vers les villes et le vieillissement de nos agriculteurs et de nos techniciens.** Des milliers de jeunes fuient les campagnes, car ils n'ont pas la force de satisfaire leurs nécessités dans l'agriculture ou dans les territoires ruraux, déjà stéréotypés de manière négative par les moyens de communication de masse ou les médias sociaux. Si la situation ne change pas, nous aurons à faire face, sans alternative possible, au vieillissement de nos agriculteurs et de nos techniciens, menant à la perte d'importantes opportunités et de capacités d'innovation.
- **L'exclusion sociale.** Elle s'exprime à travers les niveaux élevés de pauvreté et elle est en rapport direct avec la condition d'homme ou de femme, avec le milieu rural de résidence et avec l'agriculture qui s'y développe. C'est cette dernière qui permet de chiffrer les rares opportunités de croissance socioéconomique et d'accès aux produits alimentaires, c'est pourquoi l'agriculture familiale est un pari important comme facteur stratégique de développement.
- **Les niveaux d'investissements en innovation.** Si les prix élevés des denrées alimentaires sont un attrait pour les investisseurs, il y a lieu d'accélérer le rythme en vue de récupérer les années de faibles investissements dans l'agriculture de la région et de faire en sorte que les investissements à venir se fassent dans un vaste

cadre de développement économique pour les producteurs et autres acteurs qui dépendent du secteur. Les investissements insuffisants sont une barrière qui retarde les possibilités de recherche, d'innovation, de formation du capital humain et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, entre autres facteurs nécessaire à un développement maximal.

Nous achevons quatre années d'administration couronnées de bons résultats mais, malgré la reconnaissance exprimée par nos mandants, nous ne sommes pas satisfaits. Comme nous l'avons dit, l'agriculture est en constante transformation, et l'IICA, en tant qu'organisme du Système interaméricain, immergé dans les processus de production de la région, doit anticiper cette transformation et être à l'avant-garde, en institution internationale moderne, pertinente et à la hauteur de son mandat.

Bien que 2014 ait été une année de transition, à la fin de l'exécution d'un plan à moyen terme et au démarrage d'un nouveau plan, l'IICA n'a pas simplement poursuivi ses stratégies de coopération technique, mais il a également créé une dynamique interne et un dialogue plus approfondi avec ses partenaires dans le but d'amorcer ce que nous avons appelé l'évolution du modèle de coopération technique. Au cours des quatre prochaines années nous espérons perfectionner notre façon de travailler et nos capacités, avec les États membres, et être beaucoup plus efficaces dans le développement de nos instruments de coopération, orientés vers la fourniture de solutions qui produisent des résultats concrets, en vue des onze contributions proposées par le PMT 2014-2018.

Notre but est de laisser à nos pays membres en 2018, une organisation reconnue pour sa capacité technique d'excellence en matière d'agriculture et de développement rural, qui tire au mieux parti des opportunités offertes par un secteur plus ouvert socialement, à l'agriculture familiale renforcée, aux filières agricoles dynamiques sur les marchés, avec une meilleure santé animale et une forte capacité d'adaptation de l'agriculture de tout le continent devant les phénomènes extérieurs.

Ce rapport témoigne des premiers progrès dans cette voie. L'Institut, soucieux d'ajuster au mieux les processus de gestion opérationnelle sans entraîner de retards dans l'offre de coopération technique aux pays, a pu terminer l'année 2014 avec une plateforme de coopération reformulée afin de prendre en charge les projets du nouveau PMT, et avec d'excellents résultats en matière de développement opérationnel, de promotion de l'innovation, du renforcement des institutions publiques (en particulier les services zoo et phytosanitaires), du savoir rural et de la participation aux réunions mondiales.

Je vous remercie de la confiance que vous avez en l'Institut. Ensemble, nous continuerons de forger un meilleur avenir pour nos campagnes.

Víctor M. Villalobos
Directeur General

Résumé exécutif

L'Institut interaméricain de Coopération pour l'Agriculture (IICA) remplit sa mission qui est de stimuler, encourager et soutenir les efforts des États membres en quête de développement agricole et de bien-être rural, grâce à une offre de coopération technique internationale d'excellence.

En 2014, les 34 États membres de l'IICA ont approuvé un nouveau modèle de coopération technique adapté à la nouvelle réalité du secteur agricole du continent. Le modèle cherche à accroître les retombées de la coopération, grâce au ciblage, à l'articulation des efforts, à l'obtention de résultats et à la responsabilisation, pour ce qui concerne les contributions apportées par l'Institut en matière de formulation de politiques, de santé animale et végétale, de renforcement des capacités des agro-industries, de gestion sociale et de développement des innovations, en particulier celles qui favorisent l'adaptation aux changements climatiques, l'objectif de la sécurité alimentaire et de l'accroissement de la productivité et de la compétitivité.

Dans ce nouveau cadre de travail, les principaux résultats obtenus grâce à 472 projets ou actions institutionnelles, sont les suivants :

- *Plus de 1000 acteurs publics et privés de 23 pays ont pu renforcer leurs capacités de gestion des filières agroalimentaires, de développement des entreprises, d'ajout de valeur, de gestion associative et de commercialisation, grâce à des méthodologies, des instruments et des programmes mis en marche par l'Institut.*
- *Des milliers de producteurs ont bénéficié d'innovations technologiques et de connaissances en matière de production d'énergies renouvelables, de produits dérivés des forêts, du sucre, du maïs, du haricot, du manioc, de l'avocat, de la pomme de terre et de la tomate, dans le cadre des projets financés à l'aide de ressources de l'Union européenne (UE), de Suisse, de Finlande et des États-Unis. Par ailleurs, la coopération technique de l'IICA a permis de progresser dans les innovations en matière de quinoa, riz, cacao, patate douce, huile de pignon, cultures de serre, élevage, intrants biologiques et biogaz, entre autres.*
- *L'Institut a encouragé le renforcement des services de santé animale et végétale de ses pays membres ; il a offert une information opportune au sujet des nouvelles lois des États-Unis et du Canada sur la sécurité des aliments ; il a soutenu la participation active des 22 États membres aux réunions internationales du Codex et celles portant sur la santé des végétaux et il a créé l'école virtuelle des inspecteurs phytosanitaires. Les services de mise en quarantaine ont également été renforcés à la frontière entre la République Dominicaine et Haïti ; la coopération a aussi porté sur la lutte contre les ravageurs envahisseurs qui peuvent affecter les cultures au Canada, aux États-Unis, au Mexique, au Guatemala, au Surinam, au Brésil, au Guyana et au Paraguay. L'Institut a également collaboré avec l'Équateur afin de maintenir son statut de "pays indemne avec vaccination" pour la fièvre aphteuse.*

- *Les capacités de développement rural ont été améliorées selon une approche territoriale de plus de 500 membres des entités publiques et privées grâce à des forums, des cours, des méthodologies et des instruments ; le débat et la signature d'accords sur l'agriculture familiale et son interaction avec les territoires ruraux ont été encouragés ainsi que la collaboration en vue de la mise en œuvre de programmes de développement dans le cadre d'au moins 18 territoires.*
- *Au cours de la Vingtième Conférence des parties (COP20) de la Convention-cadre des nations Unies sur les changements climatiques (CNUCC), organisée à Lima, Pérou, un dialogue interministériel a permis à sept pays de se mettre d'accord sur la nécessité d'une collaboration plus étroite et d'un programme commun aux secteurs de l'agriculture et de l'environnement afin d'affronter les changements climatiques. Le savoir et les capacités des fonctionnaires et des entreprises privées, en matière d'agriculture durable et de changements climatiques, se sont développés grâce à des partenaires comme le Ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA), l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) et le Fonds régional de technologie agropastorale (FONTAGRO), coparrainé par la Banque interaméricaine de développement (BID).*
- *Sept pays de la Caraïbe disposent de plans de gestion des catastrophes naturelles, ainsi que d'assurances agricoles. En outre, l'urgence provoquée par un système de basses pressions en décembre 2013, à St Vincent et les Grenadines, la Dominique et Sainte Lucie a été prise en charge.*
- *L'Institut a encouragé l'élaboration et l'utilisation de modèles de gestion sociale participative et d'agriculture familiale susceptibles de mobiliser des ressources de bailleurs de fonds, des gouvernements et des instances locales pour un développement rural territorial mieux adapté aux plans nationaux. L'élaboration conceptuelle et la mise en pratique ont témoigné de la viabilité de ces modèles de coopération au Mexique, au Brésil, en Amérique Centrale, à Antigua et Barbuda, en Argentine, à Sainte Lucie, à Trinité et Tobago, aux Bahamas, à la Barbade et au Guyana.*
- *Dans le cadre du Programme conjoint de l'IICA et du Conseil national de Science et de Technologie (CONACYT) du Mexique, cent huit bourses ont été administrées et accordées à de jeunes professionnels de l'agriculture de plusieurs pays du continent. En outre, un programme de consolidation des capacités dans l'agriculture pour 15 pays de la Caraïbe a été créé avec le gouvernement mexicain et a permis de former 295 techniciens.*

La plupart de ces résultats ont été obtenus grâce au travail réalisé avec des organismes internationaux comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), la Banque Mondiale, le Fonds international de développement agricole (FIDA), la BID, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Centre pour la recherche forestière internationale et ONU Femmes, entre autres. Le soutien de l'UE, de la Finlande, de l'Espagne, de l'Australie, de la Suisse, du Canada, de

Taiwan, des États-Unis, du Mexique et du Brésil, en matière d'assistance tant financière que technique, a été la clef du succès d'une partie de nos plans.

Le Comité exécutif de l'IICA a tenu sa Trente-quatrième réunion ordinaire, au cours de laquelle ont été adoptés le programme budget de 2015 et le Plan à moyen terme 2014-2018. Un accord prévoit également qu'au cours des prochaines réunions de ce Comité et du Conseil interaméricain de l'agriculture (JIA), les pays membres traitent la question de la consolidation financière de l'Institut.

L'IICA en quelques mots

Il y a plus de 70 ans, des visionnaires ont pris conscience de la nécessité de l'existence d'un organisme spécialisé en agriculture pour le continent américain, dans un but qui reste inchangé : promouvoir le développement agricole et le bien-être rural des peuples des Amériques.

Les Amériques ont le potentiel d'alimenter le monde.

Cette affirmation a permis à l'IICA, pour soutenir ses 34 États membres, d'identifier les défis et les opportunités de l'agriculture et d'encourager une action internationale articulée, interdisciplinaire et multithématique capable de renforcer la diversité du développement de l'agriculture et de l'élevage et des territoires ruraux du continent.

Notre mission est de :

“stimuler, promouvoir et appuyer les efforts des États Membres en vue du développement agricole et du bien-être rural grâce à une coopération technique internationale d'excellence”

Notre maxime est la suivante :

“une agriculture interaméricaine compétitive, ouverte et durable qui alimente le continent et le monde, tout en créant des opportunités de diminuer la faim et la pauvreté chez les producteurs et les habitants des territoires ruraux”

L'IICA travaille de manière rapprochée et permanente avec les secteurs public et privé des Amériques, auprès desquels il a complété sa large expérience en développement des agro-industries, promotion de l'innovation pour l'agriculture, renforcement de la santé animale et végétale et sécurité sanitaire des aliments, gestion sociale des territoires et utilisation rationnelle des ressources naturelles.

Sous la houlette de son Directeur général, Víctor Villalobos, l'Institut offre sa coopération technique grâce à un large réseau d'éminents professionnels sur tout le territoire des Amériques, par le biais de ses 34 bureaux dans les pays, qui se sont engagés à produire des résultats concrets et à évoluer dans leur modèle de coopération technique pour parvenir aux transformations positives souhaitées par les États membres dans les secteurs de l'agriculture et de la ruralité. Outre ces représentations, l'IICA dispose du Bureau permanent en Europe, installé en Espagne et qui sert de liaison avec les coopérants de ce continent.

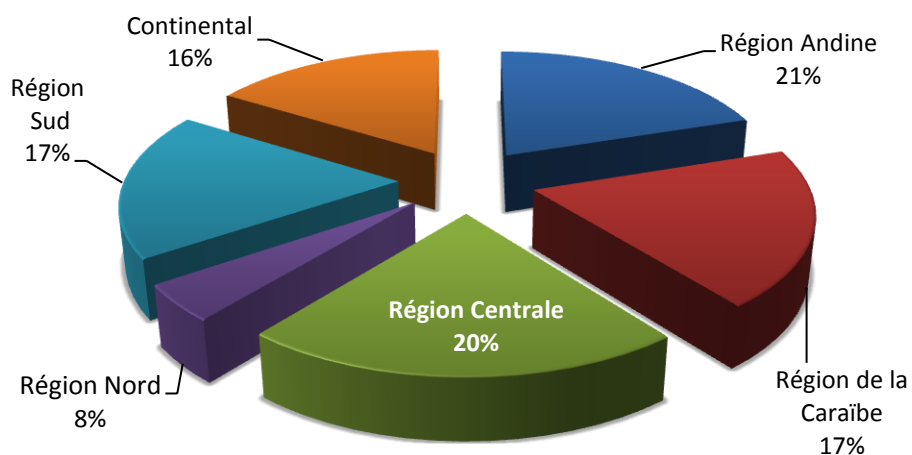
Principaux résultats de 2014

L'approbation opportune par les États membres du nouveau Plan à moyen terme (PMT) 2014-2018, fidèle aux objectifs stratégiques¹ fixés par le Plan stratégique (PS) 2010-2020 de l'Institut, a ouvert la voie vers un modèle de coopération technique qui, avec des approches plus novatrices, dynamiques, énergiques et orientées vers l'obtention de résultats, accroît notre capacité technique, le dialogue participatif avec nos mandants et le travail complémentaire avec nos partenaires internationaux.

Les défis posés par le PS et le PMT portent sur la productivité et la compétitivité, la durabilité et les changements climatiques, l'inclusion, la sécurité alimentaire, l'innovation et la gestion intégrée des ressources en eau. Pour les relever, l'IICA a lancé la mise en œuvre du PMT avec la mise en exploitation de projets institutionnels à plus grande portée, articulés, multithématiques et portant sur plusieurs domaines, en rapport avec la compétitivité des filières agricoles, l'inclusion dans l'agriculture et les territoires ruraux, la résilience et la gestion intégrale des risques et la productivité de l'agriculture familiale.

En 2014, les stratégies de coopération technique ont permis d'atteindre des résultats dans les 34 pays du continent, dans lesquels 472 projets de coopération technique ont été mis en œuvre, dont 199 financés à l'aide de ressources externes pour un montant de près de 116 millions de dollars US. En outre, 273 projets ou initiatives ont également été mis en œuvre grâce à 31,65 millions de dollars US d'investissements opérationnels.

Figure 1
Composition de l'agenda de coopération



¹ Les quatre objectifs stratégiques sont : a) améliorer la productivité et la compétitivité du secteur agricole, b) accroître la contribution de l'agriculture au développement des territoires ruraux et au bien-être rural, c) améliorer la capacité de l'agriculture à nuancer et à s'adapter aux changements climatiques et utiliser les ressources naturelles de manière plus rationnelle et d) améliorer la contribution de l'agriculture à la sécurité alimentaire.

GESTION DES CHAÎNES AGRICOLES ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS AGROINDUSTRIELLES

Thèmes critiques des chaînes agricoles : Les acteurs des filières du café au Panama, des fleurs au Paraguay, du café et du cacao au Pérou et des petits ruminants à Trinité et Tobago, disposent d'une analyse de leur situation en matière de politiques, d'institutions, de capacités agroindustrielles, d'innovation et de lien avec les marchés. Par ailleurs, les secteurs public et privé du Guatemala et d'Équateur disposent de diagnostics, réalisés par l'IICA, sur la compétitivité de leurs principaux produits agricoles et agroindustriels.

Gestion associative : Au Paraguay, Honduras et Guatemala, 126 chercheurs, fournisseurs et producteurs ont participé à des ateliers de renforcement de la gestion associative, et l'expérience a été diffusée en Argentine, au Brésil, au Chili et en Uruguay grâce à des vidéoconférences. Deux documents sur les processus des filières et des associations ont été publiés et divulgués : "Chaînes de production agricole et financement" et "Guide pour l'officialisation des organisations de producteurs agricoles au Guatemala".

Valeur ajoutée : Plus de 150 participants de 18 pays ont validé et assisté au cours virtuel : "Valeur ajoutée aux produits d'origine agropastorale ; éléments de formulation et de mise en œuvre des politiques publiques", à partir duquel ont été élaborés trois manuels de soutien pour un cours sur les stratégies de valeur ajoutée aux produits de l'agriculture et de l'élevage.

Modèles de commercialisation : Au Panama, 30 acteurs publics et privés ont augmenté leurs compétences pour mettre en œuvre des modèles de commercialisation du café, des légumes, du cacao, du haricot et de la banane et cette action a été complétée par une démonstration sur l'expérience des centres d'approvisionnement d'El Salvador.

Microcrédits : Il a été possible d'améliorer le rendement des agroindustries du Réseau des agricultrices de Sainte Lucie et du Groupe d'action des agricultrices de la Dominique, grâce à l'accès aux microcrédits qui ont permis d'améliorer les équipements selon un schéma de prêts créé par l'IICA.

Systèmes d'information des marchés agricoles : Dans le cadre de l'Organisation de l'information des marchés des Amériques (OIMA), 33 pays ont échangé leurs expériences et tenu leur réunion annuelle en présence de 30 délégués. En outre, une plateforme de gestion de l'information des marchés aux Bahamas, à Antigua et Barbuda, au Belize et à Saint Vincent et les Grenadines a été créée, et les compétences de 45 fonctionnaires ont été renforcées en matière de collecte de données et de gestion de la plateforme.

Promotion des exportations agricoles : L'IICA et le ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) du Panama ont offert un soutien aux 20 entreprises participantes à la

seconde "Plateforme d'exportation de Panama" ainsi qu'à la négociation et au démarrage des processus d'exportation vers le marché de Miami. Le Bureau de promotion du commerce du Canada (TFO) et l'IICA ont organisé ensemble six formations en exportation, ce qui a permis au même nombre d'agroindustriels du Guyana d'augmenter leurs échanges avec l'Amérique du Nord. Des exportateurs péruviens et colombiens ont également effectué une mission commerciale au Canada, avec l'aide de l'Institut.

Commerce international : Il a été possible de former 555 personnes de 23 pays en administration d'accords, de systèmes multilatéraux et de négociation commerciale. En outre, les consultations quotidiennes sur ces questions ont été prises en charge grâce au Centre de référence régional conjoint de l'IICA et de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC).

PROMOTION DE L'INNOVATION POUR L'AGRICULTURE ET DE L'UTILISATION EFFICACE DE L'EAU

INNOVATIONS DANS LES PRODUITS ET LES PROCESSUS

La Déclaration de la Rencontre des ministres de l'Agriculture des Amériques 2011 indique très fermement que *“l'innovation agricole est un catalyseur pour la croissance et le progrès”* et qu'il est vital *“d'encourager l'innovation pour accroître et intensifier la production et la productivité, pour augmenter les revenus, pour réduire la pauvreté et les inégalités, pour réduire les effets néfastes du secteur agroalimentaire sur l'environnement”*.

Voici certains des succès en matière d'innovations de produits et de processus dérivés de la coopération technique offerte par l'IICA, en 2014 :

Avocat : Dans le cadre du Programme de coopération en recherche et transfert de technologie agropastorale pour la région Nord (PROCINORTE), des chercheurs canadiens, américains et mexicains ont participé à une recherche conjointe visant à créer un nouveau prototype pour mesurer la maturité des avocats sans détruire le fruit. La validation de cette technologie permettra d'importantes économies aux producteurs d'avocats et peut-être à d'autres secteurs de la production fruitière tenus de respecter l'obligation d'évaluer la maturité des fruits afin d'avoir accès aux marchés internationaux.

Riz : L'IICA, à travers des rencontres, des visites d'experts et des démonstrations sur le terrain, a favorisé l'adoption du Système intensif de la culture du riz en République Dominicaine. Il a, en outre, collaboré à la formulation et à la gestion de ressources pour de nouveaux projets du Fonds régional pour la technologie agricole (FONTAGRO).

Sucre : Le ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles du Belize, avec l'aide financière de l'Union Européenne (UE) et la coopération de l'IICA, a formé à la recherche, le personnel technique de différentes institutions de l'industrie sucrière, et 1200 producteurs de canne à sucre aux bonnes pratiques agricoles (BPA). En outre, un plan à moyen terme a été élaboré pour la recherche et le développement du secteur de la canne à sucre au Belize, dans le but d'augmenter la productivité et la compétitivité de ce secteur et comme une mesure permettant de faire face à la suppression, par l'UE, des quotas, à partir de 2017.

Forêts : Dans le cadre du Programme de gestion forestière durable, exécuté à l'aide de financement du gouvernement finlandais dans la région andine, des solutions innovantes ont été créés pour la gestion forestière des forêts naturelles et des plantations forestières et les revenus des producteurs qui extraient des produits naturels des forêts ont ainsi augmenté. Au Pérou, plus de 3500 personnes ont participé à des manifestations techniques en rapport avec les innovations forestières.

Cacao : Dans le cadre des projets financés par le gouvernement finlandais dans les communautés du nord de La Paz et du Beni, en Bolivie, la qualité du grain du cacao sauvage a été améliorée, grâce à l'utilisation rationnelle d'une énergie propre dans les systèmes d'après la récolte.

Agrumes et mangue : L'IICA a formé les producteurs de Nickerie au Surinam à la production et à la sélection de greffes ainsi qu'aux techniques de taille pour les agrumes et la mangue.

Moyens de production : Des outils ont été élaborés afin d'étudier le sous-secteur des "moyens de production" pour l'agriculture, y compris les méthodologies pour élaborer des programmes en Argentine et au Nicaragua. Un effort de synergie entre l'Institut paraguayen de technologie agricole (IPTA) et le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG), a permis de produire les moyens de production *Trichoderma* pour le contrôle des maladies et *Beauveria* pour la lutte contre les ravageurs, qui ont été distribués au secteur de l'agriculture et de l'élevage du pays, et ont permis de diminuer l'utilisation de produits chimiques.

Biogaz : Une proposition de lignes directrices de politiques différenciées et d'orientations pour les programmes de biogaz pour l'agriculture familiale a été élaborée, en collaboration avec 60 représentants des secteurs public et privé de 17 pays d'Amérique Latine et des Caraïbes (ALC). En Colombie, trois projets d'innovations en biogaz ont été exécutés, avec une aide financière de Finlande², grâce à l'utilisation de biomasse et de résidus organiques et en Bolivie, à Copacata et Pucarani, deux microcentrales hydroélectriques ont été installées. Au Guyana des systèmes de biogaz ont été installés à l'école d'agriculture et au ministère de l'Agriculture, dont 25 éleveurs ont bénéficié, après une formation et qui ont adopté la technologie afin de réduire la pollution de l'environnement.

Élevage : Dans le cadre de la coopération Sud-Sud, l'expérience du système de traçabilité bovine d'Uruguay a été partagée avec 26 délégués de quinze pays d'ALC.

Serres : Au Guyana cinq serres ont été installées pour la production de légumes, dont l'impact a été encore élargi avec la formation que *Partners of the Americas* et d'autres organisations ont offerte à 200 agriculteurs sur les nouvelles méthodes de production. Au Bahamas l'utilisation de l'eau a été rationalisée ainsi que la diversification de la production de 20 acteurs qui utilisent des serres ; à Antigua et Barbuda, des ingénieurs mexicains ont reçu l'appui de l'IICA afin d'effectuer des études sur l'agriculture protégée ; à Saint Christophe et Nevis, 75 femmes et jeunes gens ont accru leur capacité de production à la suite d'une formation à l'utilisation des technologies de serres et à leur adoption.

Produits laitiers : Dans le cadre du Plan d'agriculture familiale (PAF) du gouvernement d'El Salvador, et avec le soutien de l'IICA, au moins 1500 producteurs

² Programme Alliance en énergie et environnement pour la région andine.

éleveurs ont pu disposer d'équipements, d'infrastructures et de connaissances en vue d'une production hygiénique et pour le stockage et le traitement du lait.

Maïs et haricot : Le Projet Réseau d'innovation agricole (Red SICTA), exécuté par l'IICA en Amérique Centrale, avec le soutien financier de l'Agence suisse pour le développement et la coopération (COSUDE), a bénéficié à 101 207 producteurs (29% de femmes et 71% d'hommes), dont 81 671 ont été sensibilisés aux nouvelles technologies et 19 536 les ont adoptées, notamment les techniques de pré-séchage, les variétés améliorées, les machines, les microorganismes et les conservateurs. Parmi les utilisateurs de ces technologies, 52% ont réussi à améliorer leurs revenus de plus de 15% ; en outre, la disponibilité en aliments, dans les familles ayant utilisé des technologies novatrices, a augmenté de 18% par rapport aux années précédentes, avant l'exécution du projet. En Haïti, les centres de production de graines de qualité de Mirebalais, Gonaïves et Grand Goave, ont permis d'augmenter de 15% la production de haricot dans certaines régions, grâce au soutien financier de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

Pomme de terre : En Jamaïque et à Saint Christophe et Nevis, 90 acteurs publics et privés ont amélioré leurs capacités d'innovation en vue de promouvoir une meilleure productivité et durabilité, au moyen de bonnes pratiques de production dans la filière de la pomme de terre (variété Beauregard). Au Nicaragua, dans le cadre du Programme régional de recherche et d'innovation par chaînes de valeur agricoles (PRIICA), programme conjoint de l'UE et de l'IICA, la variété Karú a été validée ; elle présente un degré supérieur de précocité, elle est modérément résistante au mildiou et assez résistante au virus de l'enroulement des feuilles (PLRV) ; elle est très tolérante à la mouche mineuse, elle présente des caractéristiques attrayantes pour le commerce et la consommation et son rendement (t/ha) est commercialement acceptable. Enfin, au Honduras, le piège à glu mobile a été validé pour la lutte contre la *Liriomyza* sp.

Pignon de pin : L'IICA a contribué à la production annuelle de 30 000 litres d'huile végétale pure de pignon de pin (*Jatropha curcas*), dans l'île Floreana, située dans l'archipel des Galápagos, en Équateur, comme biocarburant pour la génération d'énergie électrique, favorisant ainsi le changement dans la production d'énergie des Galápagos.

Quinoa : Avec le soutien de l'IICA, le Centre de recherche des ressources naturelles et de l'environnement du Pérou et d'autres instituts de recherche péruviens et boliviens ont mis en œuvre le projet "Compétitivité de la chaîne de valeur du quinoa au Pérou et en Bolivie", financé par le FONTAGRO.

Manioc : La variété ICTA Izabal a été validée grâce au PRIICA (UE-IICA), auprès de producteurs de Chiquimula, au Guatemala, qui disposeront d'un produit à rendement élevé, adaptable et bien accepté en raison de ses caractéristiques culinaires. À Trinité et Tobago, l'IICA a effectué les études de coûts de production de trois types de manioc, qui permettront l'intervention d'institutions publiques dans l'industrie de cette culture.

GESTION DE L'EAU

Lors de la Rencontre des ministres de l'Agriculture des Amériques, en 2013, les autorités se sont engagées à mener plusieurs actions afin d'encourager la gestion intégrée de l'eau au moyen d'innovations permettant de contribuer à une meilleure utilisation de cette ressource vitale. Les efforts de l'IICA, parmi les plus importants déployés à cette fin en 2014 ont été les suivants :

- **Argentine** : L'IICA a offert une coopération technique pour soutenir les actions menées par le Projet ECONORMAS (UE/MERCOSUR) – Lutte contre la désertification et la sécheresse dans les vallées Calchaquías d'Argentine.
- **Bahamas** : Les ministères de l'Agriculture et de l'Éducation, ainsi que des entreprises et des coopératives, entre autres, ont organisé des formations en matière de construction de systèmes d'aquaponie, afin d'apporter des innovations technologiques favorisant l'agriculture durable.
- **Brésil** : L'IICA a offert une collaboration technique pour appuyer le Programme du développement du secteur Agua-Interaguas, ce qui a permis d'élaborer l'Agenda national pour la gestion intégrée des ressources hydriques.
- **Brésil, Costa Rica, Équateur, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Sainte Lucie et Surinam** : L'Institut a élaboré une proposition de lignes directrices afin de fixer la base permettant de réaliser des interventions de gestion intégrale de l'eau et des sols dans l'agriculture de ces pays.
- **Costa Rica** : Les principaux acteurs du district d'irrigation Arenal-Tempisque, situé dans la zone Nord, ont disposé d'un espace qui a permis aux différentes institutions de la zone d'échanger des connaissances, dans le cadre du processus d'élaboration du plan de développement productif de la zone d'influence affectée par la construction du tronçon II du Canal du Sud.
- **Haïti et Sainte Lucie** : Les compétences des petits agriculteurs ont été renforcées dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'eau grâce aux systèmes d'irrigation adaptés à leurs parcelles et à faible coût. Par exemple, dans le sud-ouest de Sainte Lucie, huit foyers ont été en mesure d'installer un système de collecte des eaux de rivière pour irriguer leurs fermes.
- **Paraguay** : Dans le cadre du Projet exécutif de base cofinancé par l'IICA, deux systèmes de collecte des eaux de pluie, adaptés à la région d'El Chaco, ont été mis en fonctionnement, avec une capacité de stockage de 70 millions de litres d'eau pour la consommation et la production agricole.
- **Sainte Lucie** : En collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), une assistance a été offerte au ministère de l'Agriculture, de la Production alimentaire, de la Pêche, des Coopératives et du Développement rural, pour restaurer cinq kilomètres linéaires de drainage agricole et huit kilomètres linéaires de fleuves, au moyen de la plantation d'arbres et de travaux d'ingénierie, après la destruction due à la tempête de décembre 2013.

- **Saint Vincent et les Grenadines** : L'IICA et la FAO ont joint leurs efforts afin de récupérer, assainir et restaurer trois bassins versants, et d'améliorer en même temps les systèmes forestiers.
- **Uruguay** : Le ministère de l'Élevage, de l'Agriculture et de la Pêche (MGAP) ainsi que celui du Logement, de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement (MVOTMA), ont partagé et analysé les expériences de l'Uruguay et d'autres pays d'ALC sur l'évaluation et la valorisation des services écosystémiques et des mécanismes et instruments de politiques publiques pour leur conservation, afin de créer un cadre conceptuel autour de cette question.
- **Venezuela** : Avec le soutien de la société Nestlé, 217 femmes de dix communautés de la zone d'influence de l'entreprise ont renforcé leurs capacités en techniques de stockage, d'utilisation et de contrôle de qualité pour la gestion intégrale de l'eau.

SANTÉ AGRICOLE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (SAIA)

Modernisation des services de SAIA : L'IICA a appuyé le renforcement des services de SAIA grâce à l'application de ses outils de "Performance, vision et stratégie (PVS)" en Argentine, au Paraguay, en Bolivie, en Équateur et en Colombie. Ceci a permis à différents services phytosanitaires, de santé animale et de sécurité alimentaire nationaux, de définir leurs priorités d'actions et de formuler leurs plans d'action. La version de l'outil PVS pour les organisations de protection phytosanitaire a été publiée dans sa nouvelle édition, en anglais et en espagnol. Au Chili, l'Agence chilienne pour la qualité et la sécurité alimentaires (ACHIPIA) a été consolidée grâce à différentes études et au soutien à sa participation aux réunions internationales. Au Mexique, à la demande du Service national de santé, de sécurité et qualité agroalimentaires (SENASICA) du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, du Développement rural, de la Pêche et de l'Alimentation (SAGARPA), l'étude intitulée "Élaboration d'indicateurs d'impact et méthodologie d'évaluation des programmes et campagnes du SENASICA" a été réalisée.

Quarantaine internationale : Les avant-projets de loi de protection phytosanitaire et zoosanitaire, le système électronique de gestion des données et de l'information sur les services de mise en quarantaines "e-SIC" ainsi que les règlements d'application sur les déchets internationaux, les produits agricoles en transit et l'utilisation des pesticides, ont été remis aux ministères de l'Agriculture d'Haïti et de République Dominicaine, ce qui contribue à renforcer les capacités de mise en quarantaine des deux pays. En Haïti, les systèmes de santé animale et végétale disposent de quatre nouveaux services de quarantaine, installés et munis de l'équipement approprié, ainsi que de 56 professionnels, grâce à l'aide du ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA).

Campagne de lutte contre la fièvre aphteuse : L'Agence équatorienne de la qualité des produits de l'agriculture (Agrocalidad), et notamment le Programme national contre la fièvre aphteuse, a reçu un soutien, ce qui a permis d'améliorer les laboratoires, de renforcer les capacités vaccinales, d'organiser des exercices de simulation et de diffuser le matériel d'information, afin qu'en 2015 le statut du pays devienne indemne sans vaccination.

Diagnostic de tuberculose bovine : Le PROCINORTE a permis d'appuyer la formation de scientifiques des instituts de recherche et des organismes régulateurs du Canada, des États-Unis et du Mexique, aux techniques de diagnostic, à l'épidémiologie moléculaire et aux outils de surveillance des risques liés à cette maladie.

Prise en charge des ravageurs envahissants : Dans le cadre du PROCINORTE, l'IICA a contribué au développement, par des scientifiques, du réseau de santé végétale des États-Unis, du Mexique et du Canada ; ils développeront des capacités d'analyse de données de génomes à utiliser en taxonomie, en s'attachant d'abord au diagnostic et à la différenciation de populations de punaises puantes (*Halymorpha halys*) et de leurs ennemis naturels. Par ailleurs, dans la région de Nueva Italia et de Caaupé, au

Paraguay, un système d'alertes a été créé pour les maladies et les ravageurs, à l'aide de messages envoyés par téléphonie cellulaire, qui informent les producteurs des problèmes phytosanitaires ou climatiques.

Par ailleurs, l'IICA a participé, grâce au programme opérationnel MOSCAMED mis en œuvre dans l'État du Chiapas, aux efforts qui ont permis au Mexique de conserver le statut phytosanitaire du pays, libre de mouche méditerranéenne. Ce programme a consolidé le contrôle et la suppression de ce ravageur sur les fronts d'infestation au Guatemala.

En outre, les producteurs de fruits du Brésil, du Guyana et du Surinam ont bénéficié d'une gestion appropriée de la mouche de la carambole, après avoir entretenu des pièges dans quinze communautés frontalières entre les trois pays, avec l'aide de l'entreprise brésilienne de recherche agricole (EMBRAPA).

À la Grenade, dans le cadre du Mouvement de l'agriculture organique (GOAM) et avec le ministère de l'Agriculture, des terres, de la sylviculture, de la pêche et de l'environnement, des producteurs ont reçu une formation en gestion des pesticides organiques, et 16 agriculteurs ont ainsi pu choisir de remplacer les pesticides synthétiques.

Résistance antimicrobienne dans les Caraïbes : À la demande des gouvernements des Caraïbes et afin de sensibiliser les pays sur cette question émergente vitale, deux forums virtuels de discussion (122 participants) et une réunion en présence des participants (40 personnes) ont été organisés avec l'aide de l'Université publique de l'Ohio, aux États-Unis, dans le cadre de la Semaine de l'agriculture des Caraïbes.

Bonnes pratiques agricoles (BPA) : Au Costa Rica un modèle méthodologique a été créé pour la mise en œuvre de BPA qui facilitent l'accès aux marchés pour les petits producteurs. Au Venezuela, plus de 100 acteurs des chaînes productives et du ministère du Pouvoir populaire pour l'agriculture et les terres (MPPAT) ont bénéficié de formations en BPA, en bonnes pratiques de fabrication (BPM), en analyse de risques et en points de contrôle critiques (ARPC). De la même manière, des fonctionnaires du *Bureau of Standards* de la Dominique et 56 producteurs de la Grenade ont été formés aux BPA et ont pris des mesures en vue de respecter les normes internationales, ce qui leur a permis d'améliorer leur capacité d'exportation.

Surveillance des médicaments vétérinaires : L'IICA a élaboré un outil de diagnostic pour le Costa Rica, le Honduras, le Guatemala, le Nicaragua et El Salvador, qui bénéficie aux services de santé animale, tout en favorisant les bonnes pratiques d'élevage en Amérique Centrale.

Loi de modernisation de la sécurité alimentaire (FSMA) : Avec l'USDA, l'Institut a fait connaître cette nouvelle loi américaine à 400 fonctionnaires des secteurs public et privé du Guatemala, du Honduras, du Panama, du Costa Rica et d'El Salvador, cette nouvelle loi américaine, grâce à une formation.

Respect des mesures sanitaires : Dans le cadre du Projet de soutien des PME en vue du respect des mesures sanitaires et phytosanitaires d'accès au marché canadien, des petits producteurs colombiens d'herbes aromatiques, de mélasse et de tilapia, ont participé à une mission commerciale dans le pays et reçu une formation et un accompagnement pour le respect de ces mesures.

Création de l'école régionale virtuelle d'inspection des produits alimentaires : 52 représentants d'institutions universitaires d'Amérique Centrale et de République Dominicaine ont été formés à la gestion des processus d'apprentissage, tandis que 25 autres recevaient une formation en conception et évaluation de compétences. Il est prévu que le premier cours de formation d'inspecteurs aura lieu pendant le premier trimestre 2015.

Développement de capacités en matière de santé végétale : Des ateliers de révision des projets de normes de la Convention internationale de protection phytosanitaire (CIPF) ont été coordonnés pour l'Amérique Latine (17 pays et 13 participants) et les Caraïbes (13 pays et 17 participants). En outre, le soutien aux travaux du Groupe interaméricain de coordination en matière de santé végétale a été poursuivi et, pour la quatrième fois, un atelier de formation en services de quarantaine végétale, auquel ont participé des représentants de 17 pays de la région Caraïbe a été organisé conjointement avec l'Université des Antilles Occidentales, la FAO, l'USDA et les ministères de l'Agriculture de Jamaïque et de la Barbade.

Nouveaux projets financés par des ressources externes, en matière de SAIA : L'IICA a mis en œuvre, grâce à des ressources du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF), trois projets de sécurité alimentaire et de santé végétale, qui couvrent respectivement huit, dix et onze pays et qui représentent, ensemble, des investissements de 2 350 000 \$US.

ADAPTATION DE L'AGRICULTURE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Agendas intersectoriels d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques : L'IICA, en tant qu'exécuteur d'un des projets du Programme Euroclima, a facilité l'incorporation du secteur agricole latino-américain dans cette initiative de l'UE. Les progrès du projet montrent la création d'un espace de dialogue entre techniciens des ministères de l'environnement et de l'agriculture de 18 pays latino-américains, qui ont établi des priorités en vue de l'élaboration des programmes intersectoriels qui permettent au secteur de relever les défis du changement climatique et de favoriser la conservation des ressources naturelles.

Agriculture et changement climatique : L'USDA, l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) et l'IICA ont organisé une rencontre régionale à laquelle ont participé 107 représentants des ministères de l'agriculture, de l'environnement et des relations extérieures, entre autres, de 19 pays de la région, au cours de laquelle s'est déroulé un dialogue technique sur l'agriculture et les changements climatiques, suivi d'échanges d'expériences. Le Groupe intergouvernemental d'experts sur les changements climatiques participait également à cette rencontre.

De meilleures capacités d'adaptation de l'agriculture : Au moins 470 fonctionnaires, principalement du secteur public, ont participé à neuf réunions virtuelles, à quatre cours et ateliers présentiels portant sur l'agriculture durable, l'adaptation aux changements climatiques, la gestion des risques, des ressources naturelles et sur la sécurité alimentaire en ALC. La diffusion de l'information a ensuite permis d'accroître la sensibilisation relative aux vulnérabilités du secteur.

Par ailleurs, au Chili des fonctionnaires de la région de La Araucanía, d'Angol et de Renaico ont reçu une formation afin de pouvoir intégrer cette question de l'adaptation de l'agriculture dans la planification de leur développement. En outre, la Stratégie d'adaptation au changement climatique pour l'élevage a été mise à la disposition de la République Dominicaine.

La Dominique, le Guyana, le Surinam, Trinité et Tobago, la Jamaïque, Antigua et Barbuda, la Grenade et Sainte Lucie disposent de plans pour la gestion des catastrophes naturelles, des risques et des assurances agricoles. En outre, des évaluations sur la vulnérabilité agricole nationale ont été réalisées à Sainte Lucie, Saint Vincent et les Grenadines et en Dominique. Au Honduras, l'IICA a sensibilisé des techniciens et des leaders du Bureau de gestion des risques pour l'agriculture de la municipalité de Mercedes.

Maïs et haricot adaptés aux changements climatiques : Dans le cadre du projet du FONTAGRO "Adaptation du maïs et du haricot aux changements climatiques en Amérique Centrale et en République Dominicaine", dirigé par l'IICA avec des institutions du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Nicaragua, du Panama, du Honduras et de République Dominicaine, douze localités de production de maïs et de haricot ont été caractérisées comme vulnérables à la sécheresse et dix lignes de

haricot tolérants au stress hydrique ont été libérées. C'est ainsi que l'on a pu obtenir 453,5 kilos de graines de ce légume à valider et à diffuser, ainsi que 408,15 kilos de graines de maïs.

Élevage : Le Secrétariat technique du FONTAGRO a été soutenu dans la négociation de deux projets sur l'élevage et les changements climatiques, financés grâce à l'accord de dons signé entre le ministère des Industries primaires de Nouvelle Zélande et la Banque interaméricaine de développement (BID)/FONTAGRO, qui participent à la formation de compétences pour l'adaptation de la petite agriculture aux changements climatiques et à leur atténuation. En outre, il y a eu des négociations pour l'obtention de fonds néozélandais afin de développer des orientations de politiques et de renforcer les capacités afin d'intensifier de manière durable l'élevage en Amérique Centrale.

Développement participatif des entreprises agroalimentaires : Dix études de cas³ ont été publiées, avec la FAO, sur les institutions publiques et privées de l'ALC qui favorisent les entreprises agroalimentaires et qui ont permis d'identifier de nouveaux instruments de politique, partagés ensuite grâce à l'organisation de plusieurs ateliers.

Systèmes agroalimentaires localisés : Dans le cadre de l'accord entre l'IICA et le Centre de recherche agricole pour le développement (CIRAD), les compétences des acteurs sur les territoires agricoles du Mexique, d'Argentine, du Costa Rica et d'Équateur, ont été consolidées grâce à une nouvelle méthodologie de gestion territoriale, suivant l'approche des Systèmes agroalimentaires localisés. Le programme de maîtrise d'agroalimentaire en zones rurales, du développement du territoire et du tourisme agroalimentaire de l'Université autonome de l'État de Mexico a également été renforcé, avec le soutien du Réseau des Systèmes agroalimentaires localisés (REDSIAL) du Mexique et d'autres pays d'Amérique.

Stratégie centraméricaine de développement rural territorial (ECADERT) : La deuxième phase (2014-2017) du programme de renforcement du processus de l'ECADERT, en tant qu'instrument consolidé du Conseil des ministres de l'agriculture et du Système d'intégration centraméricain (SICA), a été lancée, financée grâce à des ressources de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID), du Fonds d'Espagne SICA, du Secrétariat exécutif du Conseil agropastoral d'Amérique Centrale (SECAC) et de l'IICA, en vue de consolider les institutions régionales et nationales, la formation de compétences, le soutien aux territoires des zones rurales, la stratégie de communication et la mobilisation d'investissements pour l'ECADERT. L'IICA a accompagné l'exécution, dans six pays, de 17 nouveaux projets dans les territoires, correspondants à la 3^{ème} convocation du Fonds régional ECADERT, projets financés à l'aide de ressources de Taïwan, dans le cadre d'un processus au cours duquel 40 projets ont été exécutés dans les territoires pour la plupart avec l'aide technique et administrative de l'IICA.

Développement rural territorial : Des études comparatives sur les expériences de développement rural territorial, les politiques différenciées en agriculture familiale, la ruralité, les zones semi-arides et les investissements publics pour le développement rural, ont été développées et diffusées, grâce à quatre réseaux soutenus par l'IICA : deux dans un domaine national (Brésil, Mexique), un régional (Amérique Centrale) et un continental (ALC). Plus de 500 membres d'entités publiques et privées ayant des responsabilités en matière de développement rural et d'aménagement du territoire, ont accru leurs connaissances en matière de jeunesse, de genre, de leadership partagé, de formation des formateurs, d'utilisation de matériels pédagogiques, d'élaboration de méthodologies et de conception d'outils.

Action et inclusion en matière territoriale : L'Institut a favorisé une plus forte ouverture sociale, en particulier pour les femmes et les jeunes, ainsi que le

³ Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Guatemala, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay et Pérou.

développement participatif des territoires. Parmi les actions et les résultats, dans ce domaine, on note en particulier :

- La formation de 230 fonctionnaires de l'État de Barinas, au Venezuela, à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de développement territorial, dans le cadre d'un accord entre l'IICA et Petróleos de Venezuela S.A. (PDVSA).
- En Équateur, les autorités autonomes décentralisées des provinces de Cotopaxi et Orellana disposent de stratégies pour la gestion des compétences agricoles et leur articulation avec les politiques publiques.
- En Argentine, on a aidé l'Institut du développement rural et des municipalités de la province de Mendoza à formuler des politiques publiques durables selon les dynamiques des territoires argentins.
- Au Brésil, on a travaillé avec le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et la Banque mondiale, au développement de projets de coopération technique à Ceara, Paraíba et Rio Grande do Sul.
- Au Honduras, les compétences en matière de gestion sociale territoriale et de politique publique des acteurs de la communauté des communes Garifunas, ont été renforcées.
- Au Costa Rica, en coordination avec le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG), l'Institut de développement rural (INDER) et le ministère de la Planification nationale et de la Politique économique (MIDEPLAN), une méthodologie en vue de créer des conseils et des plans de développement a été introduite dans dix territoires : Talamanca-Valle de la Estrella, Turrialba-Jiménez, Turrubares-Mora-Santa Ana-Puriscal, Osa-Golfo-Corredores, Coto Brus-Buenos Aires, Sarapiquí, Pococí, Upala-Guatuso-Los Chiles, La Cruz-Liberia y Paquera-Lepanto-Cóbano.

Participation des femmes dans l'agriculture

- Dans le cadre du Projet Réseau SICTA, l'IICA et la COSUDE ont appuyé le renforcement des capacités de leadership et d'une approche tenant compte des différences entre les hommes et les femmes, de 85 techniciens(ennes), producteurs(trices) et membres du Réseau national d'innovation technologique du maïs et du haricot du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, comme mécanisme pour améliorer l'autogestion et l'organisation de ces acteurs sur le réseau.
- Plus de 100 femmes ont amélioré leurs capacités de production et de commercialisation de l'artisanat dans les Bahamas grâce au projet *Exuma*, ce qui a permis d'améliorer la qualité de leurs produits, l'accès à de nouveaux marchés ainsi que leurs revenus.
- Des membres du Réseau des femmes productrices des régions rurales et des jeunes de Trinité et Tobago ont augmenté leurs capacités de revenus, grâce à leur formation sur la valeur ajoutée des tubercules et du lait de chèvre.
- Au Guyana, 110 femmes membres de cinq groupes de production agricole ont pu acheter en gros les machines à emballer et les revendre à leurs partenaires dans le cadre d'un projet exécuté avec l'IICA, ce qui leur a permis de créer un capital de travail pour leur réseau d'entreprises.

- Au Surinam, 87 femmes productrices et transformatrices de manioc et des fruits des districts de Marowijne, Para, Brokopondo, Saramaca et Wanica ont reçu une formation en BPA et en sécurité des aliments.

Les jeunes et l'agriculture

- L'IICA a participé à la formation de 21 membres du Forum de l'agriculture du Surinam, en agriculture organique et en milieux contrôlés ainsi qu'à la mise en œuvre d'un projet conjoint de production de cinq hectares de pastèques et d'aubergines.
- À Antigua, l'intérêt des étudiants pour l'agriculture a augmenté grâce à un programme d'agriculture familiale, dans cinq écoles primaires.
- Six jeunes du milieu rural de Sainte Lucie ont pu obtenir un meilleur emploi après l'exécution d'un projet portant sur la production de charbon, avec l'aide du Programme des petits dons du Fonds pour l'Environnement mondial (FMAM) et l'IICA.
- À la Barbade, 31 jeunes ont augmenté leurs compétences en matière de méthodes de production et de sécurité sanitaire des aliments (par exemple : serres, irrigation au goutte à goutte et gestion des ravageurs, entre autres) ; ils ont aussi reçu un certificat professionnel d'horticulture.

PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE

Année internationale de l'agriculture familiale : L'IICA s'est joint aux efforts mondiaux de commémoration de l'Année internationale de l'agriculture familiale. Pour cela, il a organisé des manifestations afin d'analyser la situation et le positionnement de l'agriculture familiale sur le continent, comme : a) la "Rencontre centraméricaine de l'Agriculture 2014" (200 participants), tenue à San Salvador en alliance avec la SECAC, la FAO, le Programme dialogue régional rural, le Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE) et le CIRAD, entre autres institutions ; b) "Séminaire international : L'agriculture familiale en Amérique Latine et dans les Caraïbes : Bilan historique, situation actuelle et défis à court et moyen terme (120 participants), organisé à Santiago du Chili conjointement avec la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), le CIRAD et la FAO ; et c) "Neuvième forum international sur le développement rural durable, l'agriculture, les territoires et la ruralité" (420 participants), organisé par l'IICA à Rio Grande do Sul, Brésil, avec le ministère du développement agricole (MDA) du pays, les autorités de l'État de Rio Grande do Sul et la Banque mondiale et d) Forum "Agriculture familiale et jeunesse" (200 participants) organisé au Costa Rica avec un groupe de hauts fonctionnaires des gouvernements sous la direction du Président Luis Guillermo Solís et en présence de représentants du corps diplomatique et d'organisations internationales.

Ces événements ont permis de consolider le soutien politique et le dialogue public-privé autour de l'agriculture familiale, et plusieurs initiatives nationales et régionales ont été relancées. De même, l'Institut a transmis une vision systémique en reliant l'agriculture familiale aux territoires des zones rurales. Ces efforts sont complétés par la publication conjointe IICA/CEPAL/CIRAD "Politiques publiques et agricultures familiales en Amérique Latine et dans les Caraïbes : bilan, enjeux et perspectives", qui reproduit onze études de cas nationaux et une analyse transversale.

Politiques publiques pour l'agriculture familiale : L'IICA a mis à la disposition de sept pays d'Amérique Latine une étude sur la situation actuelle des leurs cadres institutionnels de l'agriculture familiale, ce qui leur permettra de créer des politiques publiques différenciées. Voici une liste d'autres progrès importants réalisés en la matière :

- Le secteur agropastoral du Paraguay dispose d'une étude intitulée "Caractérisation et typologie de l'agriculture familiale au Paraguay", élaborée par l'IICA sur la base d'informations du Registre national de l'agriculture familiale, à partir de laquelle il est possible de concevoir des politiques pour ce type d'agriculture dans le pays.
- Plusieurs ministères péruviens ont renforcé leurs capacités de gestion des politiques publiques pour l'agriculture familiale, avec le soutien de l'Institut.
- En Argentine, les capacités des institutions du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAGYP), le Service national de santé et de qualité agroalimentaires (SENASA) et l'Institut national de technologie agricole (INTA) ont été renforcées grâce à des actions et des instruments visant à améliorer leurs

interventions en vue de promouvoir la commercialisation, la gestion d'entreprise, la santé et la production organique des petits agriculteurs.

- Au cours du Forum *"The role of family farms in food security"*, organisé par l'Institut au Belize en coordination avec la FAO et le ministère des Ressources naturelles et de l'Agriculture, les capacités de l'agriculture familiale du pays ont été analysées.
- Au Brésil, l'IICA a appuyé l'EMPRAPA pour la publication du livre *"O mundo rural no Brasil do século 21: A formação de um novo padrão agrario e agrícola"*, qui réunit les articles de 51 chercheurs sur les principaux processus qui ont un impact sur les contextes sociaux et économiques des régions rurales où l'agriculture familiale est pratiquée.

Innovation et agriculture familiale : Dans le cadre du projet "Stratégie d'innovation technologique pour améliorer la productivité et la compétitivité des chaînes de produits en Amérique Centrale et en République Dominicaine (PRESICA)", exécuté par les instituts d'innovation d'Amérique Centrale et de République Dominicaine et l'IICA, grâce à un financement de la BID et du FONTAGRO, les autorités des ministères de l'agriculture, des finances et de la planification, des chercheurs et des associations de producteurs ont pu vérifier les résultats du projet au cours du forum sur "L'innovation et son impact sur l'agriculture familiale".

L'IICA a favorisé la prise de conscience de l'importance qu'il y a à investir en innovation agricole, au moyen de la publication, en version anglaise, du livre "Leçons tirées de l'agriculture familiale en Amérique Latine et dans les Caraïbes", avec l'aide du FONTAGRO et de la BID, et du document "Contribution du FONTAGRO au développement agricole de l'Amérique Latine et des Caraïbes : évaluation ex-post des projets de collaboration", fondé sur une étude menée par le FONTAGRO, la BID et l'IICA.

Grâce à l'atelier "Préparation de profils et de propositions dans le cadre des appels lancés par le FONTAGRO", 35 professionnels d'Amérique Centrale ont augmenté leurs capacités pour la gestion de projets d'innovation en agriculture familiale.

Changements climatiques et agriculture familiale : L'Institut a contribué à l'évaluation de 80 profils de projets présentés au FONTAGRO et au FMAM. Ce dernier a approuvé le financement des huit meilleures propositions susceptibles d'apporter une contribution scientifique tangible à l'adaptation de l'agriculture familiale aux changements climatiques.

RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'AGRICULTURE ET DE SES TERRITOIRES

Nouvelles politiques, nouveaux plans et accords pour l'agriculture : Le Costa Rica, le Pérou et le Paraguay ont augmenté leurs capacités de gestion des politiques publiques, ce qui leur a permis de développer la politique du secteur agricole costaricien, le plan stratégique du Centre d'innovation technologique agroindustriel du Pérou et les accords de compétitivité des tables sectorielles de la viande bovine et avicole du Paraguay. Au Panama, un document a été rédigé sur "Les contributions au développement du secteur agricole et rural, à partir d'une politique à moyen et long terme". De la même façon, au Belize, un projet de politique nationale de l'agriculture et des produits alimentaires a été élaboré, avec l'aide de la FAO et des autorités du gouvernement. À Saint Christophe et Nevis, le ministère de l'Agriculture et de la Pêche a mis en œuvre, avec le soutien de l'IICA, sa stratégie à moyen terme (2011-2015), tandis qu'à Trinité et Tobago, l'Institut a collaboré, avec la division des questions agricoles du *Tobago House of Assembly*, à la préparation du plan sectoriel agricole pour l'île.

Politiques novatrices pour le développement des territoires des zones rurales : Des cadres et des techniciens des institutions liées au développement rural du Costa Rica, de la République Dominicaine, du Pérou et de l'Équateur ont approfondi leurs connaissances sur les politiques de développement rural territorial et sur l'élaboration de cadres conceptuels pour la formulation de politiques, grâce au projet "Politiques novatrices pour le développement des territoires des zones rurales d'Amérique Latine", financé à l'aide de ressources de l'AECID et exécuté par l'IICA. Avec l'aide du Conseil agricole centraméricain (CAC), il a été possible de formuler des politiques selon une approche territoriale, de former et de renforcer les compétences des acteurs locaux de huit territoires en zone rurale (deux au Pérou, un en Équateur, trois au Costa Rica et deux en République Dominicaine) afin qu'ils puissent gérer leur propre territoire ; les plans stratégiques respectifs des territoires ont été formulés ; des modèles d'articulation des revendications des territoires en matière de politiques sectorielles ont été mis en pratique dans quatre pays et les enseignements tirés ont été partagés au cours d'une réunion internationale tenue au Costa Rica avec 100 participants venus de 18 pays. En outre, avec le CAC, la politique de développement rural intégral du Guatemala a été encouragée et au Brésil, l'Institut a appuyé le ministère du Développement agricole et le Secrétariat du développement territorial, dans le cadre de projets sur la nouvelle ruralité brésilienne et la caractérisation des politiques publiques pour le développement du territoire.

Recherche agricole en Amérique Centrale : Dans le cadre du PRIICA, financé par l'UE, le renforcement institutionnel des instituts de recherche agricole (INIA) de l'Amérique Centrale, a été réalisé grâce à la formation de ses techniciens portant sur les thèmes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des filières et de la gestion de l'information et du savoir. En outre, trois documents techniques ont été publiés sur la consolidation des coopératives, la formulation d'un plan stratégique d'innovation et la gestion du savoir.

Cadres institutionnels en biotechnologie et biosécurité : Des autorités de régulation, des législateurs, des fonctionnaires, des universitaires et des chefs d'entreprise du Belize, du Costa Rica, d'Équateur, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua, du Panama, du Paraguay et de la République Dominicaine ont amélioré leurs capacités techniques en matière de cadres institutionnels et de communication efficace en biotechnologie et en biosécurité, à la suite d'un cours international donné par l'Université du Missouri, de six vidéoconférences réalisées avec la Commission interministérielle mexicaine de biosécurité des organismes génétiquement modifiés (CIBIOGEM) et de 19 réunions virtuelles et présentiels organisées par l'IICA.

Extension agropastorale : Avec la Banque mondiale, on a facilité le diagnostic de l'état de l'extension agricole panaméenne, tandis qu'au Guatemala, dans le cadre de l'Alliance IICA-Programme alimentaire mondial (PMA), un modèle intégral d'extension rurale, utilisé dans l'initiative Achats pour le progrès (P4P) a été mis en œuvre afin d'aider 8000 producteurs dans leurs pratiques agricoles.

Modèles d'articulation de filières agricoles courtes : Au Costa Rica, en coordination avec les institutions de commercialisation et de marketing, on a créé un cadre stratégique de performance institutionnelle pour établir un lien entre les petits et moyens producteurs de haricot, de légumes feuillus, de pomme de terre, d'oignon, de tomate, de piment et de pêche et les marchés locaux de ces produits.

PARTICIPATION EFFICACE AUX RÉUNIONS INTERNATIONALES

L'une des contributions à laquelle s'attache le Plan à moyen terme (PMP) pour la période 2014-2018 de l'IICA vise à renforcer les capacités de création de liens et de participation des États membres aux réunions internationales et autres espaces permettant d'échanger des connaissances et de mobiliser des ressources pour l'agriculture, et parmi les plus importants, on peut citer :

VIIème Conférence des Parties au Protocole de Carthagène sur la biosécurité (COP-MOP 7) : Dans le cadre des actions préparatoires organisées par l'IICA, dont principalement cinq vidéoconférences et une réunion présentielle, 22 pays ont débattu de leurs positions et des propositions qu'ils souhaitaient faire à la réunion de Corée. Des ressources ont été prévues afin de permettre la participation de sept représentants de Colombie, du Guatemala, du Honduras, du Mexique et de République Dominicaine, à cette réunion.

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (CMSF) et Groupe de travail STDF : Dans le cadre du partenariat avec l'OMC, l'IICA a appuyé, avec des fonds du Projet en MSF avec l'UE, la participation de neuf professionnels des Caraïbes à un atelier sur l'analyse des risques et à la réunion du CMSF.

Codex Alimentarius : Grâce au soutien offert, 34 représentants de 20 pays ont pu participer à la Commission du *Codex Alimentarius* et aux comités sur les polluants, les principes généraux, les résidus de pesticides, l'hygiène, l'inspection et la certification. Une participation efficace a été complétée par l'organisation de six ateliers de formation au Paraguay, au Honduras, El Salvador, Belize, en Équateur et au Pérou ; par un cours sur le *Codex Alimentarius* pour les représentants de missions diplomatiques ; et par l'organisation de deux colloques (Chili et Costa Rica) afin d'analyser les normes du Codex et de chercher des positions communes entre les pays du Comité de coordination du *Codex Alimentarius* pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CCLAC) et les États-Unis. Tout cela a permis le renforcement institutionnel à l'échelon national et régional en matière de *Codex Alimentarius*, ainsi que l'amélioration de la coordination des actions et de la communication entre les pays membres et le positionnement de la région dans le monde.

Commission des mesures phytosanitaires : Le "Manuel des bonnes pratiques de participation" aux réunions de cette commission a été remis à jour avec l'aide de la CIPF ; un outil a été développé en ligne pour faciliter la participation internationale à la commission⁴ et des ateliers de révision des normes ont été coordonnés avec 30 pays.

Vingtième Conférence des Parties (COP20) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CMNUCC) : L'Institut et le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) ont organisé un dialogue interministériel dans le cadre de la COP20, tenue à Lima, au Pérou, auquel ont participé 13 ministres de l'Environnement et de l'Agriculture de sept pays latino-américains, qui sont

⁴ Disponible sur : <http://phytosanitary.info/sites/phytosanitary.info/files/cpm-participation-guide-en/index.html>.

parvenus à un consensus sur la nécessité que tous les secteurs collaborent afin que les producteurs et les éleveurs soient en mesure de mieux relever les défis des changements climatiques.

Forum international sur la gestion du territoire au Mexique et manifestations régionales de commémoration de l'Année de l'agriculture familiale (Costa Rica, El Salvador, Chili et Brésil) : Plus de 1000 représentants d'institutions publiques et privées, d'associations et d'universités ont débattu de la situation et des perspectives de l'agriculture familiale en Amérique Centrale, au Chili, au Brésil et au Mexique et sont parvenus à des accords de base sur cette question.

UNE AGRICULTURE FONDÉE SUR LE SAVOIR

Situation et perspectives de l'agriculture : L'IICA, en collaboration avec la FAO et la CEPAL, a élaboré le rapport intitulé "Perspectives de l'agriculture et du développement : un regard sur l'ALC", dont le thème principal était l'agriculture familiale. En Uruguay a été organisé le XIème Cycle de conférences "Politiques publiques: L'agro des temps à venir", qui a permis non seulement de prendre connaissance des perspectives des campagnes uruguayennes, mais aussi de débattre des propositions des différents candidats à la présidence de la République.

Réseaux de transfert dans la région Centre : Grâce au PRIICA (UE-IICA), l'Amérique Centrale dispose de 24 consortiums d'innovation technologique officiels (partenariats public-privé) qui représentent 31 localités rurales et vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Chaque consortium possède son plan stratégique d'innovation et de gestion du savoir, ainsi que des projets en cours d'exécution sur la création et la validation de technologies. En outre, quatre réseaux d'innovation technologique, une par chaîne de produit (avocat, pomme de terre, tomate et manioc), font partie du Réseau régional de transfert qui opère en ligne au moyen d'un annuaire régional de spécialistes en plateforme AgriPerfiles (VIVO).

Réseau de spécialistes dans la région Nord : Dans le cadre du PROCINORTE, et avec l'aide de l'IICA, 21 experts en ressources génétiques du Canada, du Mexique et des États-Unis, possèdent des connaissances actualisées sur l'utilisation de GRIN-Global, un système développé par l'USDA en vue de la gestion de l'information de la banque de matériel génétique à l'échelle mondiale. En outre, un réseau tri-national de spécialistes du contrôle biologique a été créé pour favoriser l'échange de connaissances d'intérêt régional sur les insectes ravageurs envahisseurs et leur interaction avec les schémas de changement climatique.

Énergies renouvelables dans région andine : Avec l'aide du gouvernement finlandais, l'IICA a fourni aux pays andins une série d'outils conceptuels et méthodologiques construits à partir des enseignements tirés et des expériences vécues sur l'utilisation des énergies renouvelables dans les territoires ruraux de la région andine et l'accès à ces énergies qui contribueront à parfaire le cadre institutionnel dans ces territoires ainsi que la gestion du savoir.

Bourses agricoles pour les Amériques : Dans le cadre du programme conjoint de l'IICA et du Conseil national de science et de technologie (CONACYT) du Mexique, 108 bourses ont été prévues et approuvées pour de jeunes professionnels de l'agriculture du continent. Fin 2014, 84 d'entre eux étudiaient une maîtrise et 24 un doctorat, dans 28 institutions mexicaines d'enseignement supérieur (voir l'annexe 4).

Par ailleurs, grâce au projet IICA-CATIE "*Enhancing agriculture and rural development through leadership education* (Henry A. Wallace Legacy Scholar – HWLS), des bourses de maîtrise ont été accordées à onze étudiants du continent, au CATIE.

Maîtrise en sécurité alimentaire : Sous la direction de l'IICA et avec la participation de la FAO, de la CEPAL et de dix universités du continent, affiliées à l'Union des Universités d'Amérique Latine, le programme de la première maîtrise internationale en Sécurité alimentaire a été achevé et il sera offert à 50 étudiants, en août 2015, sous l'égide de l'Université ouverte et à distance du Mexique.

Capacités d'innovation : Dans le cadre du Réseau de gestion de l'innovation dans le secteur agroalimentaire (Red Innovagro), 604 personnes de 21 pays ont bénéficié de plusieurs activités de construction de connaissances en matière d'innovation, après avoir participé à l'initiative "Route de l'innovation", au Séminaire international sur les "Réseaux de l'innovation dans l'agroalimentaire", au programme de certificat en gestion de l'innovation et à quatre vidéoconférences sur l'expérience d'Israël en matière d'innovation, d'extension, de systèmes d'innovation et de sécurité alimentaire. En outre, le prix Innovagro a permis aux membres du Réseau de présenter et de diffuser les innovations technologiques, sociales et celles des organisations.

Capacités agricoles dans les Caraïbes : Le gouvernement mexicain et l'IICA ont exécuté un programme de renforcement des capacités en agriculture, qui a bénéficié à 295 techniciens de 15 pays de la Caraïbe, qui ont reçu une formation en agriculture protégée, tourisme rural, agriculture familiale, conservation des sols et de l'eau, pathologie végétale et élevage de brebis, tous étant des domaines essentiels pour le développement de l'agriculture caribéenne.

Gestion du savoir pour la sécurité alimentaire : La FAO, l'AECID et l'IICA ont développé le cours semi-présentiel "Communication et connaissances pour la prise de décisions en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) en Amérique Latine", dispensé en sept semaines de cours virtuels et une séance présentielle au cours du mois d'octobre à Antigua, au Guatemala. Plus de 30 professionnels des ministères de la santé, de l'agriculture, du développement rural et de l'économie, ainsi que des secrétariats du SAN et du développement social du Chili, d'Argentine, de Bolivie, du Paraguay, du Pérou, d'Équateur, du Brésil, de Colombie, d'Uruguay, du Venezuela, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, du Costa Rica, du Mexique, de République Dominicaine et du Panama.

Un continent plus articulé : L'IICA a organisé plus de 1800 activités de téléprésence, dont des sessions de formation, de dialogue, d'échange d'expériences et d'appui aux opérations de l'IICA et de ses partenaires stratégiques.

Gouvernance et réunions officielles

Comité exécutif (CE)

La Trente-quatrième réunion ordinaire du CE⁵ a eu lieu les 21 et 22 mai 2014, à San José au Costa Rica. Les accords sur les thèmes suivants ont été adoptés :

- *Politique institutionnelle et services de coopération technique* : le CE a approuvé le Plan à moyen terme (PMT) pour la période 2014-2018, comme cadre d'orientation des actions de l'IICA pendant la période. Il a également approuvé le Rapport annuel de l'IICA de 2013, où sont résumées les activités de coopération réalisées par l'Institut pendant l'année et qui contient des informations sur les questions relatives aux programmes, au budget et aux finances.
- *Questions relatives au budget et aux finances* : Il a été convenu de traiter la question de la consolidation financière de l'IICA au cours des prochaines réunions du CE et du Conseil (JIA), car certains États membres ont fait part de leur soutien du renforcement du Fonds ordinaire, au moyen d'une augmentation des quotes-parts (résolution n° 593 du CE). Concernant le mandat du Conseil, qui demande de "prier le Directeur Général de l'IICA de soumettre à la considération du CE une proposition de cohérence entre le budget des dépenses approuvées, et les priorités du nouveau Plan à moyen terme 2014-2018" (résolution n° 481 du CE), le Comité a approuvé l'allocation de ressources ordinaires pour le programme-budget 2015 ; il a accepté les états financiers annuels de l'Institut pour 2013 et le rapport des auditeurs externes, qui ont témoigné du respect par l'Administration des normes institutionnelles, et d'une bonne gestion des ressources financières de l'IICA. Il a de même, pris connaissance du recouvrement des quotes-parts apportées tous les ans par les États membres, et choisi les vérificateurs externes de l'Institut et du Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE) pour la période 2014-2015.
- *Questions relatives aux organes de direction de l'IICA* : Le CE a accueilli favorablement le rapport de la Réunion ordinaire 2014 de la Commission consultative spéciale pour les questions d'administration (CCEAG), les progrès dans l'application des résolutions de la Dix-septième réunion ordinaire du Conseil et de la Trente-troisième réunion ordinaire du CE et le rapport des États-Unis en tant que représentant du Conseil près le Conseil supérieur du CATIE pendant la période 2013-2014.
- *Alliances avec des organismes internationaux* : Le CE s'est félicité des rapports biennaux du CATIE et de l'Institut de recherche et de développement agricoles (CARDI) pour la période 2012-2013 et demandé de poursuivre le renforcement de la mise en œuvre les actions de coopération conjointes.

⁵ Le Comité a réuni les États membres suivants : Barbade, Brésil, Canada, Chili, El Salvador, Grenade, Guatemala, Honduras, Mexique, Pérou, Trinité et Tobago et Uruguay.

Réunions officielles tenues en 2014

Nom officiel	Date	Lieu de réalisation	Lieu et date de publication du rapport ou du procès-verbal de la réunion
Réunion ordinaire 2014 de la Commission consultative spéciale pour les questions administratives (CCEAG)	27 mars 2014	Virtuellement depuis le siège de l'IICA à San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, 6 mai 2014
Trente-quatrième réunion ordinaire du Comité exécutif	21-22 mai 2014	San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, 21 août 2014

Principaux résultats de la gestion opérationnelle de l'Institut

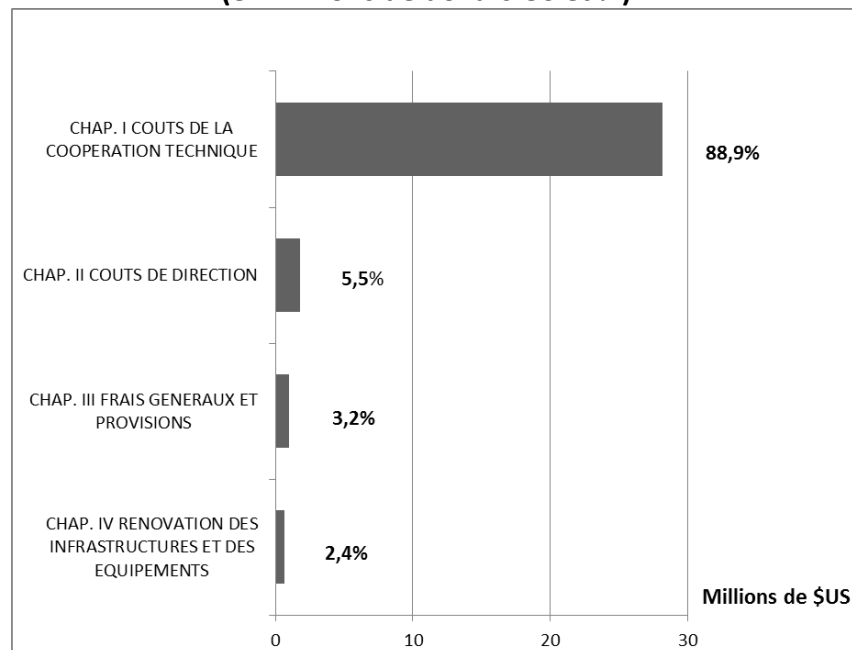
C'est un fait sans précédent dans l'administration de l'IICA : pour la première fois, un PMT (celui de la période 2010-2014) a pris fin au cours du premier semestre de l'année, et le suivant (PMT 2014- 2018) a démarré à partir du deuxième semestre, avec la mise en œuvre de nouvelles stratégies, de nouveaux outils et instruments de coopération (projets phares, actions de réaction rapide, initiatives de préinvestissements du Fonds de contribution pour la coopération technique et projets financés à l'aide de ressources externes) ainsi qu'avec l'élaboration et l'exécution d'un budget adapté aux nouvelles données.

Gestion programmatique, budgétaire et de contrôle

Un modèle de gestion des ressources pour la coopération technique, orienté vers une application plus efficace des fonds de l'institution, a été incorporé dans le PMT 2014-2018.

La proposition de Budget de dépenses 2015, élaborée de façon plus équilibrée et strictement alignée sur les objectifs de la coopération technique et sur la production de résultats, est devenu un instrument essentiel pour la mise en œuvre du nouveau PMT et pour l'exécution de tous les instruments de coopération cités.

Graphique 2
Répartition de l'exécution du Fonds ordinaire par chapitre en 2014
(en millions de dollars US et %)*



* Données non certifiées.

Nous avons obtenu que toutes les unités opérationnelles élaborent leur plan d'action annuel, ce qui a permis de programmer une exécution souple, articulée et efficace de leurs ressources pour la coopération technique, à partir d'un nouveau modèle visant à augmenter la rationalité, l'équité et la transparence. Cela a accru l'efficacité de l'utilisation de ces ressources et permis des économies, grâce auxquelles des ressources complémentaires ont pu être destinées à financer les neuf projets de coopération technique qui, en 2014, avaient exigé des ressources du Fonds de coopération technique de l'IICA (voir annexe 1), ainsi qu'à prendre en charge et amorcer 18 actions de réaction rapide et les quatre projets phares.

Afin de faciliter le processus de passage d'un PMT à un autre, 87 actions de transition ont été financées ainsi que tous les coûts structurels, directs et indirects, de la gestion de tous les bureaux de l'Institut dans ses pays membres et des unités du Siège.

Les systèmes d'information institutionnelle pour la gestion ont été modernisés et unifiés. On a ainsi poursuivi les travaux coordonnés de conception, de test, de mise en marche et de stabilisation des différents modules du Système unifié de gestion institutionnelle (SUGI), auquel a été intégrée l'information du Système de contrôle de la programmation et du suivi (CPS).

Gestion financière

L'Institut dispose d'états financiers annuels contrôlés pour la période 2013, qui ont été examinés par le Comité de révision d'audit (CRA) et approuvés par le Comité exécutif. Ces relevés sont disponibles pour usage institutionnel et témoignent d'une bonne gestion financière, de responsabilisation et de transparence.

Un suivi rigoureux a porté sur le budget des quotes-parts des pays membres, dont on a élaboré les rapports pertinents qui ont été présentés aux organes supérieurs. La situation du paiement des quotes-parts a été remise à jour de façon permanente, ce qui a permis de répondre en temps opportun et de manière efficace aux demandes d'information des gouvernements sur leurs contributions. En 2014, nous avons reçu 86,81% des quotes-parts.

Par ailleurs, les capacités des administrateurs des bureaux de l'IICA dans les pays membres, ainsi que celles d'autres fonctionnaires, ont été consolidées en matière de gestion du système financier et comptable SAP, ce qui leur a permis de le gérer de manière plus efficace.

En matière de gestion de projets financés à l'aide de ressources externes, si des difficultés ont été rencontrées en matière d'identification des opportunités et de gestion de nouvelles ressources venant compléter la coopération technique de l'IICA et de nos partenaires, l'Institut a néanmoins terminé l'année en ayant utilisé des ressources financières externes pour près de 116,3 millions d'USD, à peu près comme en 2013. Cette situation nous oblige à redoubler d'efforts et à concevoir des stratégies afin d'ouvrir d'autres possibilités avec d'autres partenaires, tant du secteur productif

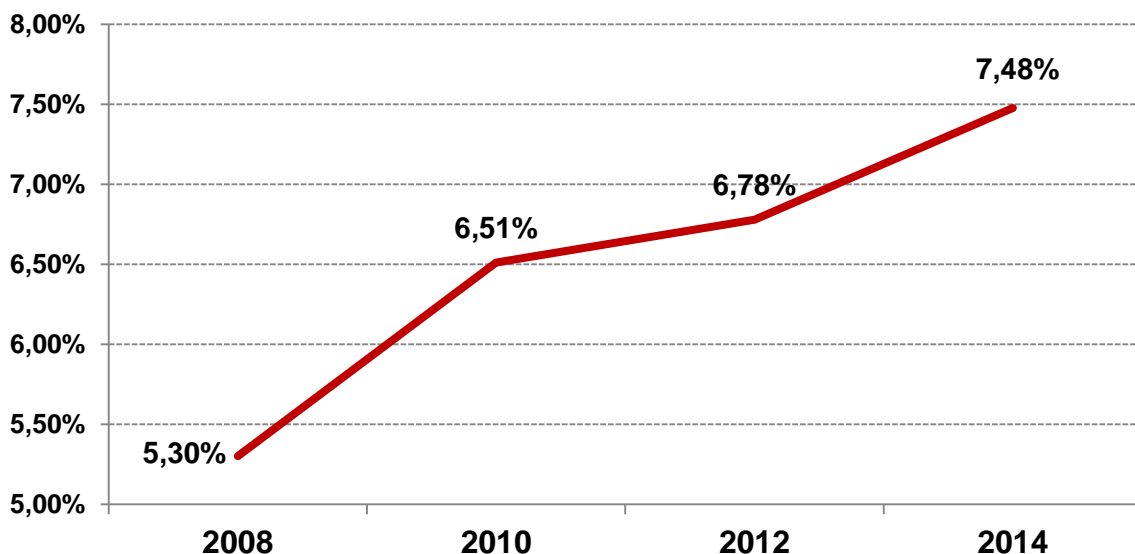
que du secteur traditionnel, afin de conserver les niveaux des années précédentes et, si possible, d'arriver à la croissance à partir de 2015.

Concernant ces types de projet, des guides administratifs ont été élaborés et mis à la disposition de plusieurs entités chargées du développement, comme le CARDI, la Communauté caribéenne (CARICOM), le Fonds régional pour le soutien de l'exécution de l'ECADERT et le Fonds d'accès durable à l'énergie thermique renouvelable (FASERT). En outre, un soutien a été accordé au projet Intra-APP mis en œuvre avec l'Union Européenne, ce qui a permis de conclure avec succès les négociations en matière financière et juridique sur les accords avec le CARDI et la CARICOM.

À la demande des autorités supérieures de l'Institut, une proposition, portant sur les critères et les mécanismes établis par la Direction générale, a été faite en vue d'évaluer la pertinence des projets de coopération technique financés à l'aide de ressources externes et de les approuver, conformément à la résolution 593 du Comité exécutif.

Dans le cadre de ces projets, on a poursuivi l'application de la politique du taux institutionnel net (TIN), grâce auquel il est possible de récupérer les coûts indirects découlant de leur gestion, et de protéger le Fonds ordinaire. On a assisté au renforcement d'une stratégie visant à faire en sorte qu'au cours des prochaines années, le TIN parvienne à une moyenne de 8,1%, afin que les projets financés à l'aide de ressources externes couvrent 100% de leurs coûts directs et indirects. Grâce à cette stratégie, le TIN est passé de 5,3% avant 2010 à 7,48% en 2014, en moyenne.

Graphique 3
Pourcentage du TIN pendant la période 2008-2014



Gestion du talent humain

La structure de la Division du talent humain a été adaptée afin d'offrir de meilleurs services et une meilleure prise en charge des activités des fonctionnaires, ce qui a augmenté le degré de précision et d'efficacité de leurs travaux.

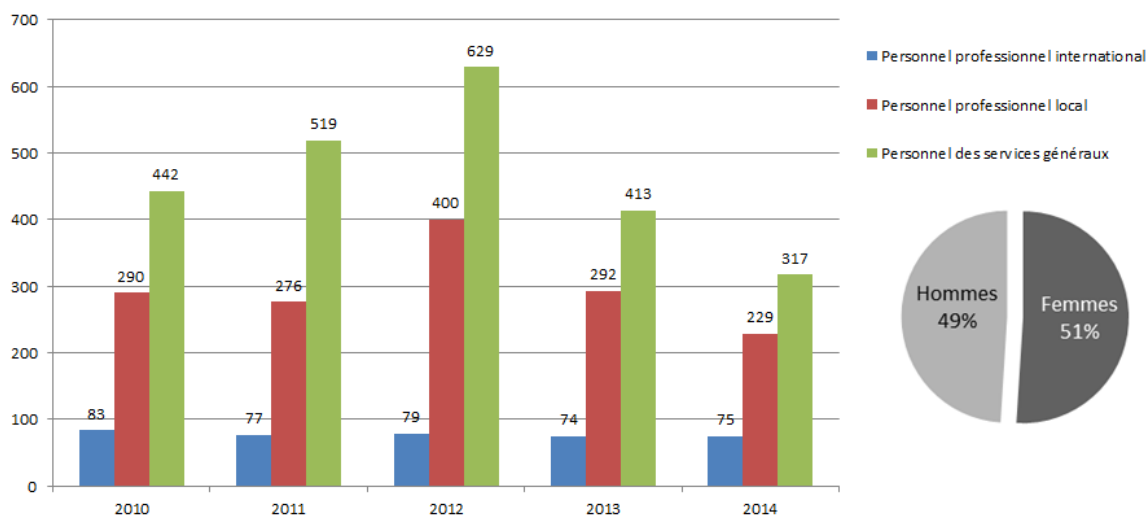
Par ailleurs, le personnel a amélioré sa capacité à répondre aux besoins de services et à prendre en charge les utilisateurs. On a aussi travaillé à la conception et à la mise en œuvre de "protocoles de service", et réussi à les publier, pour ce qui est du recrutement et du choix du personnel, et à élaborer les protocoles sur l'arrivée de nouveaux fonctionnaires, leur orientation et l'examen de l'évaluation des performances.

Pour la première fois, l'Institut a été en mesure de créer une base de données unique du personnel grâce à la plateforme technologique en ligne "SAPIENS", dans laquelle se trouve l'information tant du personnel local du siège que celui des 34 bureaux de l'Institut dans les pays membres. Afin de mieux tirer parti de cette plateforme, tout le personnel a été formé à son utilisation. Ce qui, ajouté à un nouvel intranet de l'institution, diminue les temps de réalisation des processus et accroît la productivité du travail.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PMT 2014-2018, des changements importants ont été apportés à la structure organisationnelle de l'IICA afin de répondre aux nouveaux besoins et d'améliorer la gestion de l'institution.

Le graphique suivant illustre la répartition du talent humain de l'Institut, par catégories, pendant la période 2010-2014 :

Graphique 4
Répartition du talent humain de l'IICA par catégories pendant la période 2010-2014 et par sexe 2014



Une proposition est en cours d'élaboration en vue de mettre en œuvre, à partir de 2015, une politique de formation dans l'institution pour permettre de canaliser les efforts et les ressources vers le développement et le renforcement du savoir, des compétences et des capacités des fonctionnaires, afin d'atteindre ainsi les objectifs du PMT.

Gestion des services administratifs

La Division des services et du soutien administratif a renégocié plusieurs contrats de services (agence de voyages, audit externe, *hébergement* pour les systèmes financiers et la sécurité, entre autres), grâce auxquels d'importantes économies de ressources financières ont été faites et les services ont été améliorés.

De nouveaux processus ont été mis en œuvre, pour favoriser l'efficacité des actions institutionnelles et leur cohérence avec les nécessités et les revendications du personnel, dans un cadre d'ordre et de responsabilité.

Le Bureau du Brésil a pu être déménagé dans un nouveau bâtiment, ce qui lui permettra de disposer de meilleures installations et de meilleures conditions et d'économiser plus de 50% du coût du loyer. L'administration en cours a réussi à réinstaller trois bureaux, avec pour résultat l'amélioration des infrastructures et l'économie des coûts des loyers.

En outre, et afin d'optimiser les capacités institutionnelles en matière de coopération technique, trois instruments juridiques ont été élaborés, négociés et signés avec des entités scientifiques et technologiques, qui sont d'importants partenaires stratégiques de développement de la coopération technique.

En résumé, en 2014 l'actuelle administration a réussi d'importantes transformations structurelles, économiques et administratives, tant en matière de processus et de projets, que dans le domaine de la culture du travail, ce qui a engendré des résultats favorables qui ont permis à l'Institut de faire face avec succès aux difficultés financières, en même temps qu'il a été possible de renforcer et d'augmenter le soutien administratif pour fournir des services de coopération technique, dans le cadre du PMT 2014-2018. Néanmoins, les marges d'ajustement ont été réduites et la situation financière de l'IICA exigera que d'importantes décisions soient prises et qu'un soutien soit apporté par ses pays membres, à court terme.

Évaluation et suivi de la coopération technique

Devant les nouveaux défis posés par le PMT 2014-2018, l'Institut a élaboré une série de propositions politiques, des stratégies et des orientations visant à améliorer le suivi et l'évaluation des instruments de coopération technique ainsi qu'à renforcer les contributions et les résultats.

Les changements qui se sont produits à partir de 2013, grâce à un système unique de gestion de l'information de l'institution, ont permis, en 2014, de mieux orienter le débat autour d'un IICA axé sur les résultats et attaché à la planification, la programmation et la production de rapports sur le niveau de réalisation des plans de travail annuels. C'est ainsi que les autorités de l'IICA disposent de données et d'informations stratégiques sur les succès et les résultats des processus de suivi et d'évaluation institutionnelle.

Pour terminer, des évaluations ont eu lieu dans les bureaux d'Haïti, du Guatemala et du Honduras, ainsi que sur le Programme de coopération régionale pour le développement technologique et la caféiculture (PROMECAFE), qui font partie des processus permanents d'amélioration institutionnelle.

Annexe 1

Liste des projets du Fonds de contribution de l'IICA pour la coopération technique (FonCT) exécutés en 2014

Nom du projet	Pays concernés	Montant alloué en 2014 (USD)
Innovations institutionnelles pour le soutien à la gestion de processus commerciaux de l'agriculture familiale et ses liens avec les marchés	Argentine, Chili et Pérou	22 500.00
Renforcement des systèmes officiels de surveillance des médicaments vétérinaires et promotion de l'utilisation responsable des médicaments dans la production bovine et aquacole en Amérique Centrale	Costa Rica, Honduras, Nicaragua, Guatemala, El Salvador et Panama	25 000.00
Gestion du savoir et développement de capacités institutionnelles en vue de promouvoir la gestion intégrale de l'eau dans l'agriculture familiale (GIAAF)	Costa Rica, Nicaragua, Pérou et Espagne	23 000.00
Développement des capacités institutionnelles sur les approches, les stratégies et la méthodologie participatives pour la meilleure inclusion des jeunes dans l'agriculture et les territoires ruraux du Costa Rica, du Honduras, de la République Dominicaine et du Brésil	Costa Rica, Honduras, République Dominicaine et Brésil	24 000.00
Renforcement des capacités du secteur agroindustriel des associations de petits producteurs (OPP) afin de les relier aux marchés locaux en utilisant le modèle des agro-industries du commerce équitable	Panama, Costa Rica et Nicaragua	24 890.00
Renforcement (développement d'instruments de gestion institutionnelle et de communication) de la mise en œuvre des bonnes pratiques agricoles (BPA) dans la production de fruits et légumes dans les pays de la région Sud + Bolivie	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay	23 369.00
Système de gestion stratégique pour le développement territorial et l'agriculture familiale	Brésil, Pérou, Équateur, Venezuela, Honduras, Guatemala, République Dominicaine et Paraguay	16 770.00
Innovation et durabilité sur les marchés de gros et leurs liens avec l'agriculture familiale dans les Amériques	Brésil, Costa Rica, Équateur et Mexique	7 000.00
Renforcement de la gestion de l'eau et des systèmes d'irrigation pour les producteurs de l'agriculture familiale du Chaco du Paraguay, d'Argentine et de Bolivie	Bolivie, Argentine et Paraguay	24 554.00
Développement de stratégies locales d'adaptation au changement climatique (ELACC) pour le développement durable de municipalités au Guatemala, Honduras et El Salvador	Guatemala, Honduras et El Salvador	22 900.00
Systèmes appropriés de production intensive de petits ruminants pour la Caraïbe, fondés sur l'utilisation de fourrage produit localement	Barbade, Jamaïque, Surinam, Trinité et Tobago et République Dominicaine	5 902.00
Innovation agricole pour la durabilité de la chaîne de valeur du biodiesel et du bio kérosène	Brésil, Colombie et Mexique	54 097.00
Réduction de l'impact des changements climatiques sur l'agriculture : renforcement de la capacité institutionnelle pour promouvoir et appuyer une agriculture consciente du climat dans la région de la	République Dominicaine, Jamaïque, Grenade, Sainte Lucie et Saint Vincent et les Grenadines	13 219.39

Caraïbe		
Élaboration d'une stratégie en vue de la différenciation des produits de l'agriculture familiale en fonction de leur lien avec le territoire	Argentine, Brésil, Uruguay, Espagne et PROCISUR	46 000.00
École virtuelle des inspecteurs phytosanitaires	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Paraguay, Pérou et Uruguay	40 596.00
Validation d'un instrument cadre pour l'élaboration de programmes de développement touristique dans les territoires ruraux d'Amérique Latine	Espagne, Paraguay, Venezuela et Panama	25 200.00
Amélioration des programmes officiels de tuberculose et brucellose dans le Cône Sud	Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay et PROCITROPICOS	15 861.00
Amélioration des programmes officiels de tuberculose et de brucellose dans la région andine	Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, et Venezuela	23 118.00
Renforcement institutionnel et développement des capacités de l'INSA et des acteurs publics et privés, grâce à la coopération technique horizontale entre la Bolivie, l'Uruguay et les États-Unis	Bolivie, États-Unis et Uruguay	22 700.00
Système d'alertes sanitaires précoces dans les territoires vulnérables aux changements climatiques	Paraguay et Pérou	49 000.00
Identification et caractérisation des technologies paysannes et indigènes utilisées dans les systèmes de production en altitude, vulnérables aux événements climatiques extrêmes dans les régions andine et mésoaméricaine	Bolivie, Équateur, Guatemala et Pérou	5 900.00
Mise en œuvre du système de la traçabilité de la viande bovine en Bolivie	Bolivie, Costa Rica et Uruguay	23 690.00
Formulation d'une méthodologie pour l'utilisation des énergies renouvelables dans les activités agro-industrielles et agropastorales dans les territoires ruraux, comme mesure d'accroissement de la compétitivité et de l'atténuation du changement climatique	Bolivie, Colombie, Équateur et Venezuela	57 500.00

Source : Secrétariat technique du FonCT.

Annexe 2

Profils et projets de coopération préparés par l'IICA en 2014

Projets nationaux	<ul style="list-style-type: none"> • Nicaragua : a) Programme national de reconversion productive de l'élevage bovin du Nicaragua : compétitif, durable et ouvert ; b) Proposition d'élaboration de l'étude de base du Projet : Collecte des eaux (CATIE/COSUDE). • Mexique : a) Projet de coopération technique de soutien de la gestion intégrée et du développement du périmètre irrigué 043 et du canal centenaire de l'État de Nayarit au Mexique ; b) Programme de développement durable des ressources agropastorales, forestières et de mise en valeur des produits du terroir dans les villes de Puerto Vallarta, Cabo Corrientes, Talpa de Allende, Mascota et San Sebastián à l'ouest de l'État de Jalisco. • Honduras : Plan stratégique et programme d'investissement pour la compétitivité de la chaîne du riz (profil évolué). • Guatemala : Programme de développement de la production de fruits et portefeuille de projets d'investissements (profil).
Projets formulés ou profils évolués du domaine régional	<ul style="list-style-type: none"> • Régions centrale et des Caraïbes : Consolidation des réseaux nationaux d'innovation technologique (profil évolué). • Région Sud (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) : Projet ECONORMAS (MERCOSUR-UE), avec une composante de lutte contre la désertification et la sécheresse.

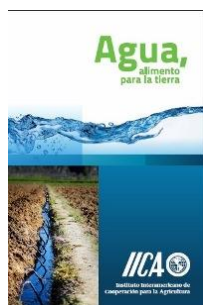
Source : Direction de la coopération technique.

Annexe 3

Produits du savoir de l'IICA

<p>Alliance des services d'information agricole SIDALC www.sidalc.net</p>	<p>L'alliance, faite de 174 institutions nationales de 22 pays, a facilité l'accès à 2,8 millions de références et à 263 006 documents de texte intégral, contenues dans 336 bases de données. Pendant l'année, 1,9 millions de visiteurs ponctuels et 688 113 utilisateurs fréquents ont bénéficié de ce service.</p>
<p>Répertoire de ressources pour la gestion de l'information-IMARK www.imarkgroup.org</p>	<p>Avec la FAO et d'autres organismes internationaux, 11 cours portant sur la gestion de l'information et du savoir ont été organisés. Dans le domaine mondial, les cours lancés par l'initiative IMARK ont enregistré 146 428 apprentis.</p>
<p>AGRIPERFILES http://agriperfiles.agri-d.net/</p>	<p>L'Institut a dirigé l'adaptation et l'exploitation en ALC du système VIVO, élaboré par l'Université de Cornell, qui permet de gérer des profils techniques et professionnels dans l'agriculture. Cet effort est partagé par Cornell, USDA, FAO, CGIAR y CTA.</p>
<p>Réseau de gestion de l'innovation dans le secteur agro-alimentaire Red INNOVAGRO www.redinnovagro.in</p>	<p>Les compétences de 78 membres du réseau ont été renforcées : 72 institutions de 16 pays d'Amérique Latine, d'Europe et du Moyen Orient et six systèmes et réseaux du domaine régional.</p>
<p>Observatoire de sécurité alimentaire pour les Amériques http://infoagro.net/programas/Seguridad/default.aspx</p>	<p>Les acteurs publics et privés ont accès à une information opportune et pertinente sur la situation de la sécurité alimentaire continentale et mondiale. Le site enregistre 1000 visites mensuelles et son bulletin mensuel compte 450 abonnés.</p>
<p>Site web de l'IICA www.iica.int</p>	<p>En 2014 l'IICA a publié 27 livres et documents techniques, tous disponibles en format numérique et sous licence <i>Creative Commons</i>.</p>

Publications récentes en ligne :



Agua, alimento para la tierra



Desarrollo de los agronegocios en América Latina y el Caribe



Perspectivas de la agricultura y del desarrollo rural en las Américas

Source : Centre interaméricain d'information et de production éditoriale de l'IICA.

Annexe 4
Nombre de boursiers en études de maîtrise et de doctorat
dans des universités mexicaines dans le cadre du
programme de 100 bourses CONACYT-IICA

Pays	Maîtrises*	Doctorats	Total
Argentine	3	0	3
Belize	1	1	2
Bolivie	1	1	2
Brésil	1	0	1
Colombie	57	18	75
Costa Rica	7	3	10
Dominique	1	0	1
Equateur	17	5	22
El Salvador	4	2	6
Grenade	1	1	2
Guatemala	8	0	8
Guyana	1	0	1
Haïti	5	0	5
Honduras	18	1	19
Nicaragua	5	1	6
Panama	1	1	2
Paraguay	4	0	4
Pérou	5	2	7
République dominicaine	8	0	8
Sainte Lucie	2	1	3
Uruguay	1	0	1
Venezuela	1	4	5
Total	152	41	193**

*Spécialités et maîtrises réunies

**Dix personnes ont terminé leur bourse, ce qui porte à 203 le nombre de boursiers ayant bénéficié du programme dès son démarrage.

Sigles

AECID	Agence espagnole de coopération internationale pour le développement
ALC	Amérique Latine et Caraïbes
BID	Banque interaméricaine de développement
BPA	Bonnes pratiques agricoles
CAC	Conseil agricole centraméricain
CARDI	Institut de recherche et de développement agricole de la Caraïbe
CARICOM	Communauté caribéenne
CATIE	Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement
CCEAG	Commission consultative spéciale pour les questions administratives (IICA)
CCLAC	Comité coordinateur du <i>Codex alimentarius</i> pour l'ALC
CE	Comité exécutif (IICA)
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
CIPF	Convention internationale de protection phytosanitaire
CIRAD	Centre de recherche agricole pour le développement
CMSF :	Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires
CONACYT	Conseil national de science et de technologie (Mexique)
COP20	Vingtième Conférence des Parties
COSUDE	Agence suisse pour le développement et la coopération
DRT	Développement rural territorial
ECADERT	Stratégie centraméricaine de développement rural territorial
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FONTAGRO	Fonds régional de technologie agropastorale
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
Le Conseil	Conseil interaméricain de l'agriculture (IICA)
OMC	Organisation mondiale du commerce
PMP	Plan à moyen terme (IICA)
PRIIICA	Programme régional de recherche et d'innovation par chaînes de valeur agricole
PROCINORTE	Programme coopératif de recherche et de transfert de technologie pour la région Nord
PVS	Performance, vision et stratégie
SAIA	Santé agricole et sécurité alimentaire
SENASICA	Service national de santé, de sécurité des aliments et de qualité agropastorale (Chili)
SICTA	Système d'intégration centraméricain de technologie agricole
STDF	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
TIN	Taux institutionnel net
UE	Union Européenne
USDA	Ministère de l'agriculture des États-Unis



Des résultats,
c'est notre
engagement



Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture

SIÈGE / boîte postale 55-2200 San José, Vázquez de Coronado,
San Isidro 11 101, Costa Rica

Tel.: (506) 22 15-4222 / Fax: (506) 22 16-4233

itca@itca.ac.cr

www.itca.int

